Le Rouge Gorge

2019, L'humain d'abord !

PCF
SÉCTION FÉCAMP NORMANDIE

Bulletin sans prétention de la section de Fécamp du Parti Communiste Français — Spécial retraites

LES RETRAITES OU LE CAPITAL

UN CHOIX DE CIVILISATION

Les grandes lignes du projet de réforme des retraites d'Emmanuel Macron sont désormais connues : reculer l'âge de départ à la retraite, diminuer le niveau des pensions, remplacer le principe de solidarité mis en place en 1945 par un système à points

Pendant ce temps-là, les revenus financiers ne participent pas au financement de la protection sociale. L'INSEE évalue ces revenus à 299 milliards d'euros, une somme supérieure à la totalité des retraites payées en un an. S'il y a bien des « régimes spéciaux », ils sont là !!!

Si, comme les communistes le proposent, ces revenus financiers étaient mis à contribution au même taux que les salariés, ce seraient 31 milliards qui seraient libérés pour être utilisés au financement de nos retraites. C'est un véritable enjeu de civilisation qui est devant les Français : les retraites ou le capital, il faut choisir

Pour que Macron batte en retraite, il faudra que tout le monde s'y mette. Les manifestations et le mouvement de grève lancés par les syndicats ce 5 jeudi 5 décembre sont une étape décisive. Pour les salarié-es, les chômeur-euses, les jeunes et les retraité-es de Fécamp, rendez-vous est donné :

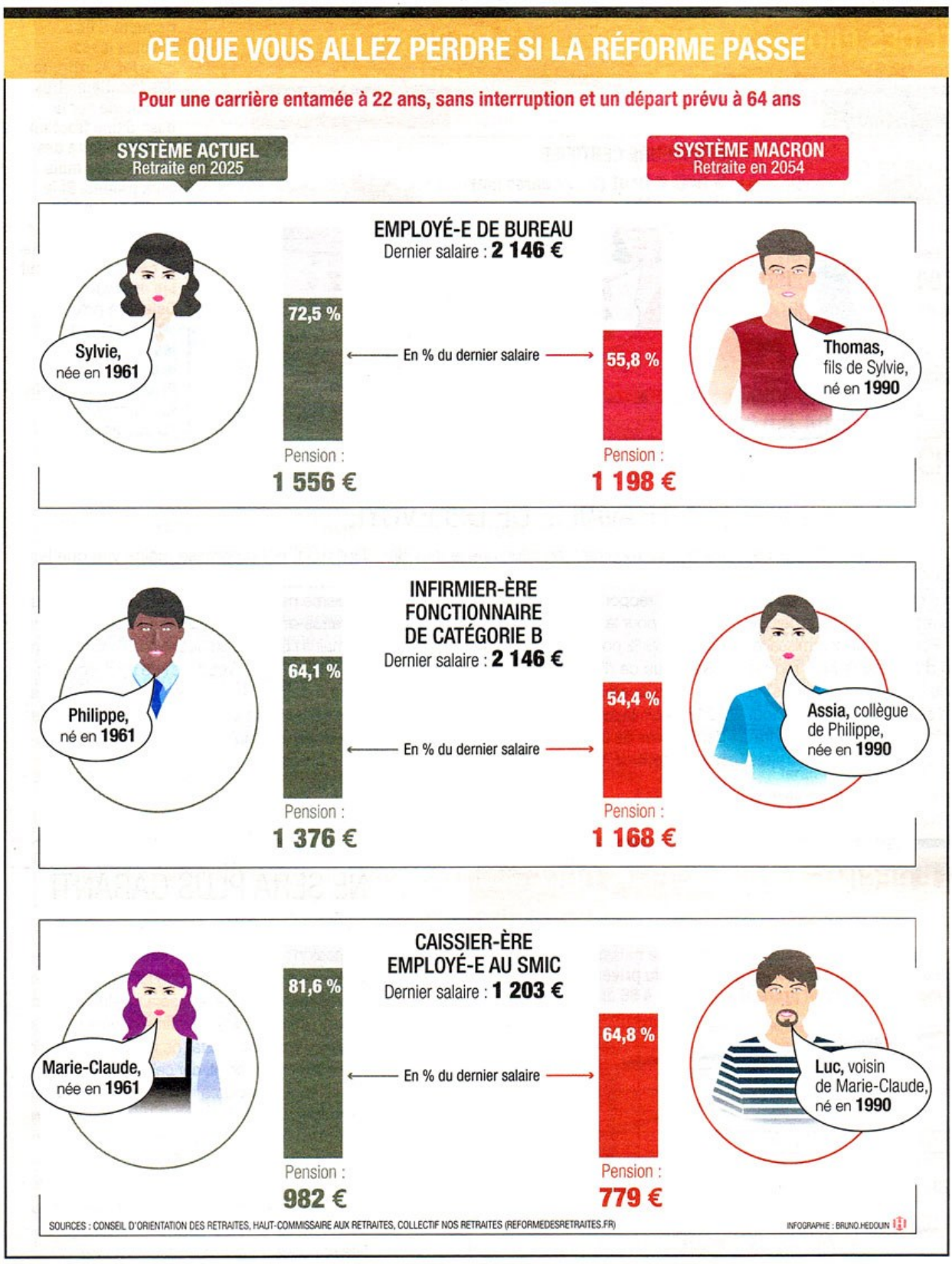
Tous ensemble !!!

JEUDI 5 DECEMBRE

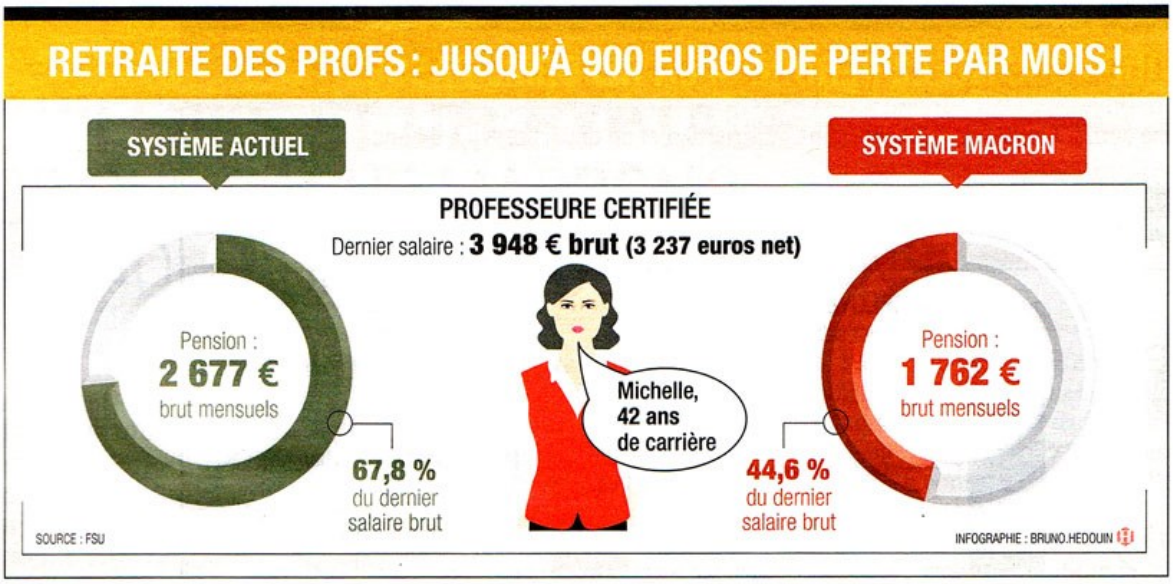
14 h 30

Espace Henri Dunant

Rue Henri Dunant à Fécamp (ancien hôpital)



Pour comparer les droits à la retraite avant et après la réforme, il a fallu croiser les données tirées de rapports officiels correspondant à des parcours identiques : même niveau de salaire durant la carrière, sur la base de 42 annuités de travail sans interruption. Le résultat est édifiant.

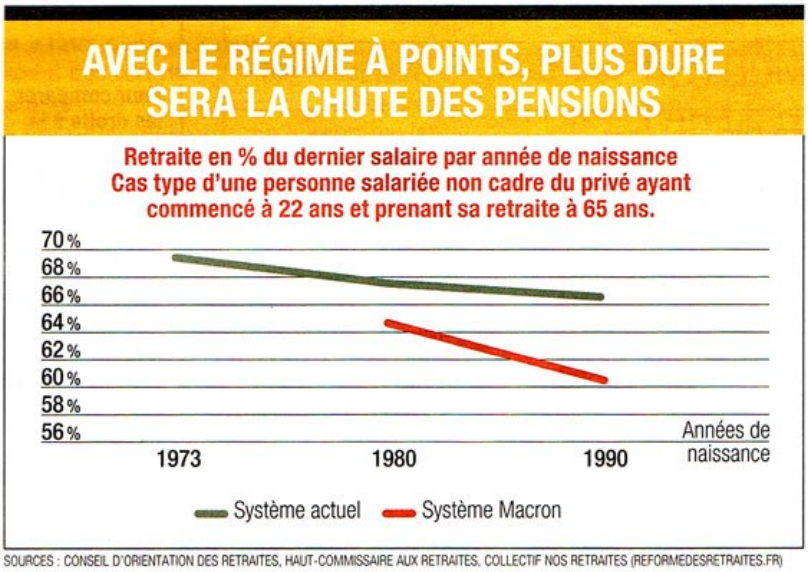


Les enseignants risquent d'être les plus lésés. En effet, la retraite des fonctionnaires se calcule sur la base d'une fraction de leur salaire des six derniers mois, hors primes. Si le système à points se base demain sur les salaires de toute la carrière, ce calcul les désavantage. Delevoye propose donc d'intégrer les primes dans le calcul. Problème : les profs ne touchent peu ou pas de primes.

DELEVOYE VEUT TERMINER LE TRAVAIL... DE DELEVOYE

Pour tuer son chien, etc. Le proverbe célèbre va comme un gant à la méthode de Jean-Paul Delevoye, qui a choisi de réfuter les critiques contre sa réforme en chargeant la barque du système actuel. Pour le haut-commissaire, en effet, nul besoin d'accuser le futur régime universel à points de baisser les pensions : le système actuel s'en charge déjà très bien tout seul. Le haut-commissaire s'appuie sur les travaux du Conseil d'orientation des retraites (COR), qui montrent, en effet, que le taux de remplacement (c'est-à-dire le niveau de la retraite par rapport au dernier salaire) passerait de 75 % pour la génération 1955 à un niveau de 63 à 68 % pour celle née en 2000…

Sauf que ce n'est pas la tendance « naturelle » du système de retraites inventé en 1945, mais le fait des « réformes entreprises depuis près de trente ans », relève le COR, et notamment de l'indexation des retraites sur l'inflation, qui progresse moins vite que les salaires. Et qui a généralisé, en 2003, ce mécanisme néfaste testé depuis dix ans sur les retraites du privé ? Jean-Paul Delevoye, qui formait à l'époque un duo avec François Fillon pour réformer les retraites ! Le haut-commissaire a de la suite dans les idées, car toutes les estimations sérieuses montrent que la tendance va empirer nettement avec son régime à points…



SOURCES : CONSEIL D'ORIENTATION DES RETRAITES, HAUT-COMMISSAIRE AUX RETRAITES, COLLECTIF NOS RETRAITES (REFORMEDESRETRAITES.FR)

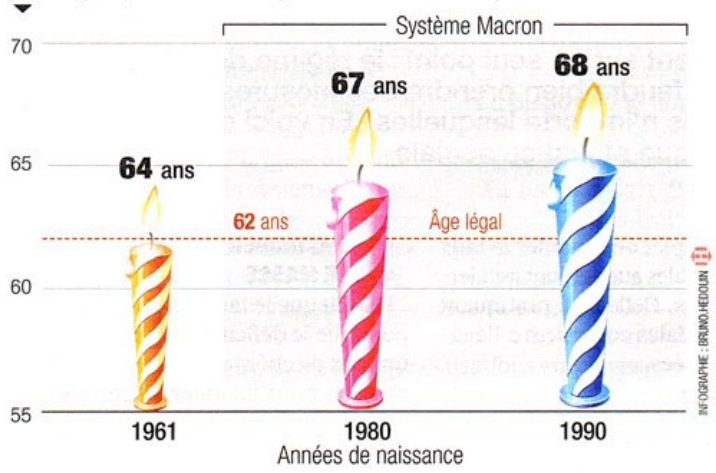
LE NIVEAU DES PENSIONS NE SERA PLUS GARANTI

Jean-Paul Delevoye le martèle à chaque occasion : le niveau des pensions sera préservé, puisque la valeur du point ne baissera pas et, mieux encore, elle sera revalorisée tout au long de la carrière au même rythme que les salaires. En réalité, l'État ne peut pas garantir le rendement du point, car celui-ci dépend des possibilités financières immédiates du régime dans lequel le déficit sera interdit. Cela a un nom : un « système à cotisations définies », un peu comme en Suède. On sait ce que l'on cotise, mais on ne sait pas ce qu'on recevra. L'inverse du système actuel, dit « à prestations définies », dans lequel les pensions sont garanties et où les ressources doivent suivre.

AVEC MACRON, CHACUN DEVRA TRAVAILLER PLUS TARD...

Cas type d'un-e employé-e de bureau, commençant sa carrière à 22 ans, payé-e 92 % du salaire moyen.

Âge de départ pour toucher une pension de 1 556 euros par mois.



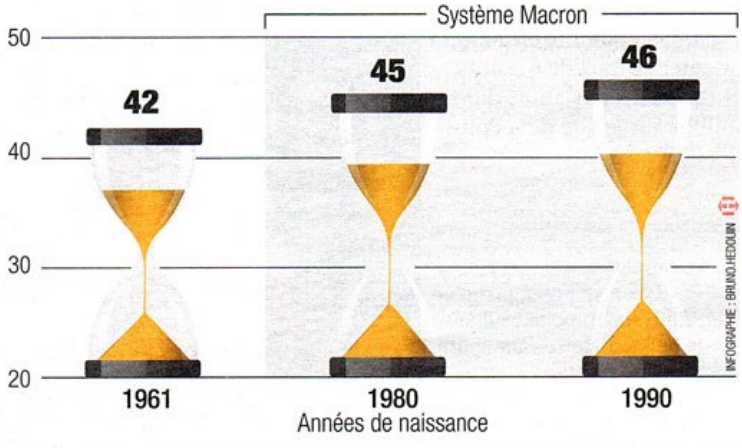
SOURCES : CONSEIL D'ORIENTATION DES RETRAITES, HAUT-COMMISSAIRE AUX RETRAITES, COLLECTIF NOS RETRAITES (REFORMEDESRETRAITES.FR)

Avec le système Macron, les plus jeunes devront renoncer à prendre leur retraite avant 65 ans (voir ci-dessus). La raison principale de ce report : l'allongement de la durée travaillée nécessaire dans le régime à points pour percevoir une carrière équivalente à celle de leurs aînés (voir ci-dessous).

... ET TRAVAILLER PLUS LONGTEMPS

Cas type d'un-e employé-e de bureau, commençant sa carrière à 22 ans, payé-e 92 % du salaire moyen.

Annuités nécessaires pour toucher une pension de 1 556 euros par mois



SOURCES : CONSEIL D'ORIENTATION DES RETRAITES, HAUT-COMMISSAIRE AUX RETRAITES, COLLECTIF NOS RETRAITES (REFORMEDESRETRAITES.FR)

66,25 ANS

C'est l'âge projeté par le rapport Delevoye auquel la génération née en 1990 pourra prétendre à une retraite à taux plein, autrement appelé « âge-pivot », à partir duquel on ne subira plus de décote (malus de 5 % par an) sur sa pension.

UN SYSTÈME VULNÉRABLE À LA PROCHAINE CRISE

En Suède, les retraités ont vu leurs revenus plonger au moment de la crise de 2009, quelques années après l'instauration d'un régime par points. Jean-Paul Delevoye assure qu'il n'y a rien à craindre du système français car ses règles n'auront rien à voir avec celles de son homologue suédois. Rien à craindre, vraiment ? Pourtant, face à Philippe Martinez, à la Fête de l'Humanité, le haut-commissaire a tenu un autre discours, en concédant que la hauteur des pensions (la « valeur de service du point ») ne serait pas garantie « en cas de crise » qui ferait chuter les salaires. Sachant que la question n'est plus de savoir s'il y aura une prochaine crise, mais quand elle se produira, ce n'est plus un risque mais une certitude... À l'inverse, tout le monde avait loué la résistance du modèle social français, qui a permis d'atténuer les effets de la dernière crise pour de nombreuses familles.

-4,3 %

C'est la baisse des pensions de retraite en 2011 en Suède, où ce système est en vigueur depuis 20 ans. Elles ont chuté de 3 % en 2010 et de 2,7 % en 2014

FABIEN ROUSSEL : « POUR UN SYSTEME DE RETRAITE REVOLUTIONNAIRE »

Contre-projet : Fabien Roussel, secrétaire national du PCF, expose la réforme alternative que les communistes proposent. Il demande au gouvernement de l'examiner et invite la gauche à en discuter lors d'un meeting à laquelle toutes les forces de gauche sont invitées le 11 décembre.

Vous appelez à la mobilisation du 5 décembre, quels sont vos griefs contre la réforme des retraites du gouvernement ?
Fabien Roussel : De la dizaine de réformes conduites en trente ans, celle-là est certainement la pire. Elle casse complètement le système de solidarité et impliquera pour tous de travailler plus. Avec ce système où le montant des pensions ne serait pas défini à l'avance puisque la valeur du point pourrait varier d'une année sur l'autre, le gouvernement veut nous pousser à souscrire à des retraites par capitalisation. C'est le cœur de cette réforme : casser notre modèle pour orienter les Français vers des assurances privées.

Vous organisez un meeting à Saint-Denis le 11 décembre avec l'objectif de ne pas en rester à la contestation de cette réforme. Pourquoi un contre-projet vous paraît-il indispensable ?
Fabien Roussel : On ne peut pas en rester au statu quo quand un tiers des retraités ont une pension inférieure à 1 000 euros et qu'en moyenne les pensions correspondent à 50-55 % du dernier salaire. Le 11 décembre, nous proposons d'en discuter avec les forces syndicales et politiques de gauche et écologistes pour voir tout ce que nous avons en commun et pouvoir dire « si demain nous sommes au gouvernement voilà ce à quoi nous nous engageons ». Adrien Quatennens, de la France insoumise, Olivier Faure, du PS, les écologistes nous ont déjà assurés de leur présence comme des organisations syndicales. Nous attendons d'autres confirmations. Nous, PCF, mettons sur la table notre propre réforme des retraites et demandons au gouvernement de l'étudier.

Votre Conseil national a validé ce week-end votre projet de réforme. Vous proposez un régime « unifié » et plus simple, quels droits ouvrirait-il pour tous ?
Fabien Roussel : Le gouvernement martèle que l'existence de 42 régimes crée des injustices. Mais ceux qui subissent l'injustice sont ceux qui n'ont pas un régime leur permettant de partir à 55 ans quand les travaux sont pénibles ou à 60 ans avec une pension suffisante et garantie. Nous voulons, nous, un régime unifié par le haut. La France produit suffisamment de richesses pour cela.

Comment proposez-vous de pérenniser le système par répartition alors que la durée de vie augmente ?
Fabien Roussel : Le gouvernement ne cesse de répéter que nous sommes passés de 4 actifs pour 1 retraité à 2 pour 1. Or, dans le même temps, entre 1960 et 2000, le PIB a été multiplié par 4. Selon les projections disponibles, la production de richesses doublera presque d'ici à 2040. Pour pérenniser le système solidaire par répartition, il faut augmenter la part de richesses que nous y consacrons. Le gouvernement veut plafonner ce financement à 14 % du PIB, nous pensons qu'il faut le porter à 17 %. Mais, outre la répartition des richesses, il faut changer leur mode de production. Le système de retraites que nous proposons, par son financement, est révolutionnaire. Il permet non seulement de répondre à l'allongement de la durée de la vie mais propose un nouveau modèle économique respectueux des salariés et de la planète grâce à une modulation des cotisations.

Comment fonctionnerait un tel système ?
Fabien Roussel : Les aides publiques sans contrepartie, comme le Cice et toutes les exonérations de cotisations, qui nous coûtent 66 milliards par an, seraient supprimées pour que les cotisations financent bel et bien le système de retraites. Celles-ci seraient alourdies pour les entreprises qui délocalisent, embauchent des intérimaires au lieu de CDI, ne forment pas leurs salariés ou ne respectent pas les objectifs environnementaux. Au contraire, celles qui répondent aux objectifs écologiques et sociaux cotiseraient normalement mais seraient accompagnées dans leurs investissements par des prêts à taux 0 %. Nous estimons qu'en cinq ans 50 à 70 milliards d'euros peuvent ainsi être apportés au financement de notre système de retraites. Mais c'est aussi l'un des leviers pour changer notre modèle économique : Emmanuel Macron a fait la leçon aux ouvriers de Whirlpool à Amiens vendredi, c'est indécent, alors qu'il a fait la preuve de l'incapacité du capitalisme à répondre à l'impératif social et écologique de la relocalisation de la production.

(*la suite page suivante)*

Quels autres leviers de financement défendez-vous ?
Fabien Roussel : Les revenus financiers – 298,8 milliards d'euros en 2018 – doivent contribuer au même taux que les cotisations employeurs, soit 10,45 %. L'égalité salariale femmes-hommes apporterait 6 milliards d'euros à la caisse des retraites : avec une loi contraignante, l'objectif peut être atteint en deux ans. Enfin, il y a la hausse des salaires. Nous demandons au premier ministre d'organiser une conférence sociale salariale pour qu'à la date du 1er janvier le Smic augmente de 20 %. C'est réparer une injustice, et apporter de nouvelles ressources pour les retraites. À ce sujet, on ne peut que se réjouir de voir que d'autres forces, y compris des députés de la majorité, trouvent désormais légitime une meilleure répartition de la richesse créée en faveur du travail.

Ce rendez-vous du 11 décembre est-il pour vous la première pierre d'un rassemblement appelé à dépasser la question des retraites ?
Fabien Roussel : Ma première préoccupation est d'essayer d'unifier le monde du travail, que le gouvernement fait tout pour diviser, comme avec le débat sur l'immigration ces dernières semaines. Salariés du public « privilégiés » contre ceux du privé, usagers du train contre cheminots, ceux qui touchent le Smic contre allocataires du RSA, travailleurs contre chômeurs… Nous subissons tous en réalité les mêmes maux, ceux d'un régime capitaliste qui pompe nos richesses. Le rôle du Parti communiste doit être de ressouder la classe de ceux qui vivent de leur travail, de l'université à la retraite. Évidemment, si nous sommes plusieurs à gauche à dire que c'est possible, nous serons plus audibles.

La gauche peut-elle y travailler de concert dans un contexte où pour les élections municipales elle se présente souvent en ordre dispersé ?
Fabien Roussel : Dans 90 % des cas nous sommes unis avec d'autres forces de gauche et écologistes. Nous faisons tout pour élargir ces rassemblements sur la base de projets locaux décidés avec les habitants. L'union est notre ambition, c'est compliqué, c'est aussi un combat. Les discussions se poursuivent mais je regrette que des forces politiques qui ont déjà en ligne de mire la présidentielle ne fassent pas le choix du rassemblement aux élections municipales.

Emmanuel Macron et Édouard Philippe essaient ces derniers jours de déminer le terrain, comme avec le plan Buzyn. Alors que les luttes sociales ont eu ces dernières années du mal à obtenir gain de cause, est-on à un point de bascule du quinquennat ?
Fabien Roussel : C'est possible. Sur l'hôpital, le gouvernement ne prend toujours pas la mesure des difficultés et n'y répond que partiellement en tentant de diviser les soignants pour qu'ils n'appellent pas à manifester le 5 décembre. C'est petit, méprisant, et sans doute le signe de leurs craintes. Sur les retraites, pour désamorcer la mobilisation, il prétend ouvrir la discussion mais uniquement sur la base de son système par points : il n'y a pas de dialogue. Au-delà des seules retraites, la vie chère mine le moral des ménages et plombe leur porte-monnaie. Le 5 décembre, ce sont aussi ces questions qui sont à l'ordre du jour. D'ailleurs, les gilets jaunes appellent à manifester. Quant à la gauche, sa responsabilité est immense. Dans une société si fracturée, l'insurrection peut être chaotique. Faute d'offrir une perspective progressiste, c'est l'extrême droite, le fascisme, qui peuvent être perçus comme l'alternative. À nous, forces de gauche, de travailler main dans la main avec les syndicats, les citoyennes et citoyens qui se mobilisent pour gagner de nouvelles avancées sociales dignes de notre siècle.

Entretien réalisé par Julia Hamlaoui

rougegorge@pcf-fecamp.fr